

Faits marquants :

- **Province du Nord-Kivu :** Poursuite des actes de pillage, exactions et extorsions de biens de la population au Sud de Lubero. Trois incidents sécuritaires ont été relevés à l'encontre des acteurs humanitaires courant cette semaine qui s'écoule (Sofepadi, Oxfam-GB, NRC)
- **Province Orientale :** Selon l'AT la population se constituer en groupes d'autodéfense pour assurer sa sécurité notamment à Soronga et Mabanga. Il est à craindre que les populations d'autres localités qui se sentent sous la menace d'attaques LRA pourraient également se constituer en groupes d'autodéfense
- **Province du Sud-Kivu :** La détérioration du climat sécuritaire affecte aussi les différents axes routiers où les embuscades et autres attaques de la part des hommes en armes sont devenues fréquentes. Le 10-11 mai 09, trois véhicules de commerçants/privés souvent utilisés par les humanitaires pour le transport des kits de NFI étaient tombés dans des embuscades tendues en territoire de Kalehe (2 sur l'axe Miti-Hombo + 1 sur l'axe Nyabibwe-Minova).

PROVINCE DU NORD-KIVU

Mouvements de populations :

Ce 18 mai, on note plusieurs des vagues des déplacés en provenance du nord du Masisi. Plus de 800 nouveaux ménages déplacés venaient d'être recensés par les ONG locales à partir de jeudi 14 mai. L'autorité locale a mis un terrain d'accueil à Nyamitaba (7km de Walikale centre) à la disposition de ceux qui n'ont trouvé de place en familles d'accueil pour y construire des abris.

Selon le chef de collectivité de Bakano au déplacement préventif en provenance de Shabunda arrivent massivement depuis ce 17 mai de la région de Mpango (au Sud Ouest d'Itebero) jusqu'à 6 km d'Itebero. Ces derniers fuient les opérations FARDC contre les FDLR. Aucun chiffre n'a été avancé pour instant. Il sied de signaler que la localité d'Itebero est inaccessible au départ de Walikale et que l'accès sécuritaire à partir de Bukavu n'est pas garanti.

Protection des civils :

Masisi

Le 14 mai 2009, les écoliers de l'école secondaire de Bukumbirire, ont été pris de force par les militaires FARDC en déploiement dans Katoyi, Remeka et Biriko. Ces militaires leur ont intimé l'ordre de transporter leurs effets. 39 élèves, 4 enseignants et le directeur de l'école ont été kidnappés. Cette source renchérit que ce phénomène a débuté depuis le 26 avril 2009 où 4 écoliers furent pris de force par les militaires à Matanda et qui demeurent sans trace jusqu'à présent

Rutshuru

Manifestations de la population de Kibirizi ce 17 mai contre les arrestations arbitraires et les extorsions perpétrées dans leur zone par les militaires FARDC. Plusieurs personnes sont soupçonnées d'être des collaborateurs des FDLR.

PROVINCE ORIENTALE

Mouvements de populations :

Selon la mission d'évaluation approfondie conduite par Solidarités RRM, le 13/05 à Niangara (District du Haut-Uélé), Niangara Centre héberge 1.010 ménages d'IDPs.

Une mission inter agences a confirmé la présence des déplacés dans le chef lieu du territoire de Poko à la suite des attaques de LRA. La mission a visité une trentaine de ménages déplacés dans des familles d'accueil. Selon les déplacés rencontrés plusieurs autres sont répartis s'enquérir de la sécurité dans les villages de provenance et voir l'état des cultures laissées dans les champs. L'enregistrement des déplacés a été effectué concomitamment par la société civile (789 ménages) et la Croix-Rouge de la RDC (plus de 850 ménages). La mission a recommandé une mise à jour des statistiques et une harmonisation des listes

Protection des civils :

Le mouvement des Mbororo qui vers Poko centre, le chef lieu du territoire de Poko, inquiète la société civile de Poko. Selon la société civile de Poko l'arrivée des Mbororos, réputés se promener avec de l'argent liquide et de nombreuses têtes de bétail, ne manquera pas d'attirer les LRA qui espèrent piller. La Société Civile a remis un mémo à la MONUC, dans lequel elle demande aux autorités de faire en sorte que d'ici fin juin les Mbororos soient retournés dans les sites de cantonnement prévus par l'autorité provinciale après leurs enregistrements au premier semestre 2008, faute de quoi elle aura recours à toute sorte d'armes traditionnelles pour revendiquer leur sol .

Au terme de sa mission à Ngilima, HCR a recommandé aux clusters provincial de l'Ituri et national de faire un plaidoyer sur la question de prise en charge des FARDC déployés dans le Haut Uélé. Il est proposé une organisation de formation au profit des FARDC nouvellement arrivé.

Besoins non couverts :

Selon une évaluation effectuée par Solidarités RRM à Niangara, des vulnérabilités ont été rapportés dans les secteurs de la protection (cas des violences sexuelles), de la sécurité alimentaire et de l'eau, hygiène et assainissement.

La mission inter agences de Duru a identifié des vulnérabilités importantes dans tous les secteurs. 3500 personnes vivent à Duru et 5600 à Bitima dont 2100 ex-réfugiés congolais retournés spontanés suite aux attaques de la LRA au Sud-Soudan.

PROVINCE DU SUD-KIVU

Mouvements de populations :

Depuis le début de mois de mars 2009 à ce jour, on estime à environ 120.000 personnes le nombre des déplacés au Sud-Kivu, suite au changement de comportement des FDLR et aux accrochages entre ces derniers et les FARDC, repartis de la manière suivante :

- **12500** personnes déplacés à Mwenga centre et Kamituga en provenance de Isopo, Ngando, Iganda, Mulombozi et Kigogo.
- **19500** personnes déplacés à Shabunda centre, Lulingu et à Kigulube, en provenance de Mulungu
- Plus de 60000 personnes déplacées sur l'axe Bunyakiri – Hombo et à Kalonge en provenance de Hombo nord/Nord-Kivu et autres localités des zones de Bunyakiri et Kalonge/Sud-Kivu
- **35000** personnes déplacées dans la zone de Minova et les Hauts Plateaux de Kalehe, en provenance de Ngungu, Ziralo, Karuba.

La Commission Mouvement des Populations du Sud-Kivu estime à environ 450,000 personnes le nombre de déplacés (anciens et nouveaux) sur l'étendue de la province à la fin du mois d'avril.

Réponse humanitaire :

Les humanitaires intervenants dans le Sud-Kivu assistent les populations civiles dans cette province. Les distributions faites pour une partie des populations déplacées depuis le début de la crise sont les suivants :

- **Vivres :** Durant les 2 derniers mois (mars – avril), le PAM a distribué au total 2.459 tonnes des vivres à 323.472 personnes. Des distributions (PAM-CARITAS) sont également en cours en faveur d'environ 20000 personnes déplacés sur l'axe Kalehe-Nyabibwe (territoire de Kalehe).
- **Non vivres/abris :** Des distributions de kits NFI ont été organisées récemment sur l'axe Bunyakiri-Hombo (environ 2000 ménages, par RRM) et sur l'axe Kalehe-Minova (RRM et Caritas)
- **Santé/Eau- Assainissement- Hygiène :** Pendant que les distributions individuelles se heurtent au problème d'insécurité. Des efforts ont été déployés en vue de renforcer les capacités des structures dans les zones où il n'y a pas d'intervenants médicaux d'urgence. C'est dans cette optique que le CICR a dû accroître ses donations en intrants médicaux aux structures sanitaires de Bunyakiri et qu'un autre lot important de l'UNICEF est en attente d'être acheminé dans la même zone de Bunyakiri-Hombo au profit des structures sanitaires de la zone. L'OMS a remis des kits de cholera pour 2545 malades à Bunyakiri, Minova, Kalehe, et Uvira et a distribué des kits PEP dans toute la province du Sud Kivu.)

Protection des civils :

VVS : Une recrudescence des cas de violence sexuelle est observée au Sud-Kivu depuis le début de l'année en cours. Pour le 1^{er} trimestre 2009, la Coordination provinciale de lutte contre les violences sexuelles fait état de 463 cas de viol enregistré, soit déjà plus de la moitié du total de l'année précédente

PROVINCE DU KATANGA

Besoins non couverts :

En termes d'activités d'investigation et de déminage sur l'axe Muyumba –Kajiba dans le territoire de Manono, se fait de plus en plus pressant avec l'explosion d'une mine cette semaine faisant ainsi une 7^{ième} victime. Aujourd'hui l'accès routier vers Ankoro devient difficile alors qu'il reste encore des besoins humanitaires à couvrir dans la zone. La mise en disponibilité des fonds pour mener des activités de déminage sur cette zone reste nécessaire.

L'état de la piste de l'aérodrome de Moba dont la réhabilitation se fait toujours attendre préoccupe les acteurs humanitaires intervenant dans ce territoire car dans son état actuel cette piste offre très peu d'opportunité de recevoir des vols après de fortes pluies. Pour maintenir cette piste praticable, les acteurs humanitaires se proposent d'entreprendre régulièrement des travaux sommaires d'entretien, et ce sous l'encadrement de COOPI et de l'association locale KAZI. Malgré cela, une réhabilitation profonde de cette piste s'avère nécessaire en vue de garantir la régularité des vols même pendant la saison pluvieuse